

Face au méprisant de la République, construisons l'alternative pour le progrès et la paix

Le Conseil National du PCF s'est réuni ce samedi 11 octobre et a adopté la résolution suivante.

Le Président de la République a décidé de renommer Premier Ministre Sébastien Lecornu, Premier Ministre démissionnaire, avec un mandat clair : faire adopter un budget 2026 conforme à sa politique.

Alors que sa politique a été battue aux dernières élections législatives, cette décision est un nouveau déni démocratique d'une exceptionnelle gravité.

Face à cette provocation, les communistes partagent l'inquiétude, la colère et la lassitude de nos concitoyennes et concitoyens devant les manœuvres politiciennes qui ne répondent pas à leurs immenses attentes sociales et démocratiques. Nous refusons les mesures de régression sociale issues du précédent projet de budget et les mesures qui privent de moyens le service public, les associations et les collectivités locales et plongent le pays dans la crise tout en confortant les profits du capital. Et nous ne nous contentons pas de demi-mesures sur les retraites sans que le Parlement n'ait réellement la main pour abroger la réforme.

Alors que le patrimoine des 500 plus grandes fortunes de France représente 1128 milliards d'euros, deux fois plus qu'en 2017, c'est à nous, aux salarié-es, aux privé-es d'emploi, aux retraité-es, aux jeunes, que ce gouvernement demande de mettre encore une fois la main à la poche.

C'est un vrai braquage organisé par la finance contre le peuple, contre l'État, contre la République, contre la démocratie, qui appelle les citoyennes et les citoyens, les salarié-es à prendre le pouvoir sur l'argent et la production.

Cette offensive s'inscrit dans une crise systémique du capitalisme à l'échelle mondiale.

Les grandes puissances économiques et financières ont recours à la guerre économique, politique et militaire pour conquérir les marchés, les ressources, les zones d'influences et maintenir le taux de profit.

Face à cette impasse historique, les classes dominantes choisissent la voie dangereuse du repli nationaliste, de l'extrême droite et s'apprêtent à faire payer aux peuples les guerres impérialistes. Ce mouvement n'épargne aucun continent.

Dans cet affrontement de classe violent, le travail est à nouveau massivement réduit à une fonction de subsistance. Pour la grande majorité de nos concitoyens, travailler ne signifie plus s'émanciper, mais simplement survivre et se nourrir.



Notre pays vit une très grave crise sociale.

12 millions de nos concitoyennes et concitoyens vivent sous le seuil de pauvreté et des dizaines de milliers d'emplois sont à ce jour encore menacés de plans de licenciements. Plus de 4 millions de personnes sont mal logés et plus de 2,9 millions en attente d'un logement social.

Dans cette situation, nous appelons d'abord et avant tout à amplifier la mobilisation sociale avec les organisations syndicales pour résister à la politique menée et gagner par la lutte des avancées pour le monde du travail.

Nous continuerons de nous battre pour obtenir des victoires, nous censurerons le Premier Ministre nommé et nous nous tenons prêts à un retour aux urnes.

Conscients de la menace inédite de l'extrême droite et de la droite extrémisée qui se rapprochent dangereusement, conscients du basculement d'une partie conséquente du grand patronat qui a choisi l'extrême-droite comme personnel politique nous lançons un appel aux travailleurs et aux travailleuses, aux forces syndicales et associatives et aux forces de gauche pour résister et construire l'alternative politique.

Nous voulons un changement de politique pour le progrès et la paix.

Avec la nomination pour la seconde fois de Sébastien Lecornu, le signal envoyé à nos concitoyennes et concitoyens est clair : le Président de la République veut encore et toujours garder la main pour que rien ne change.

Nous, les communistes, affirmons au contraire depuis des mois l'urgence d'un changement de politique pour le progrès et la paix.

Oui, nous voulons plus que tout que la vie change pour chacune et chacun : la fin de la vie chère, un travail qui a du sens et bien rémunéré pour une vie digne, une sécurité d'emploi et de formation pour toutes et tous, une meilleure sécurité sociale, l'accès à des services publics de qualité, une transformation écologique des productions et de la consommation.

Il faut développer le pays, donc accroître les dépenses publiques utiles et changer profondément le comportement des entreprises et des banques. Pour cela il faut conjuguer justice et efficacité, en commençant à combattre la logique du capital.

C'est pourquoi, nous proposons tout de suite de mettre à l'ordre du jour :

- ♦ **L'augmentation des salaires et l'égalité professionnelle femmes-hommes.**
- ♦ **L'abrogation de la réforme des retraites**
- ♦ **La taxation des hauts revenus et des revenus du capital, des critères sociaux et environnementaux sur les 211 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises. Une semaine d'action des communistes sera organisée sur cet enjeu des 211 milliards d'euros d'aides publiques.**
- ♦ **Un fonds d'avances de 100 milliards d'euros dès 2026 pour l'investissement, l'emploi et la formation dans l'industrie et les services publics et la lutte contre le réchauffement climatique.**

Emmanuel Macron est le premier responsable de la situation de blocage du pays.

Depuis un an, malgré la défaite de ses soutiens aux élections législatives de 2024, c'est lui qui avec l'appui du socle commun a décidé de refuser tout changement de cap politique.

Il a dit non à la nomination d'un Premier Ministre de gauche, non à l'abrogation de la réforme des retraites, non à l'augmentation des salaires et des pensions, non à la taxation des plus riches et du capital, non à la transformation des aides publiques aux entreprises, non au développement des services publics et à un réel débat sur leur financement.

Il mène un combat de classe acharné et agit de concert avec le MEDEF dans une offensive sans précédent pour les profits et contre l'emploi, les salaires, la sécurité sociale, la transition écologique. Comme l'immense majorité des Françaises et des Français, nous constatons qu'Emmanuel Macron a perdu toute légitimité populaire à la tête de l'État.

Le présidentielisme de la V^e République est à genou. Elle a montré toutes ses limites et ses dangers que les communistes avaient déjà pointé lors du référendum de 1962.

C'est pourquoi nous appelons à redonner le pouvoir au peuple et à ses élu·es, au Parlement.

Mais cela ne suffira pas à gagner un changement de politique.

L'acharnement du Président de la République trouve sa source dans la demande des multinationales d'un pouvoir tout entier à leur service, concentré dans les mains d'un seul homme. C'est la boussole qui le guide depuis son élection : les marchés et les profits plutôt que l'humain, le capital plutôt que le travail.

L'heure est à la justice fiscale et à réorienter l'argent de l'État, des banques et des entreprises qui vient nourrir les profits et appuyer les délocalisations, vers l'emploi et la formation dans l'industrie et les services publics, les salaires, la transition écologique.

L'heure est à prendre le pouvoir au Président, aux ultra-riches et aux grands actionnaires des multinationales, en exigeant davantage de pouvoirs pour les citoyennes et des citoyens, de pouvoirs pour la représentation nationale, de pouvoirs pour les salarié·es dans les entreprises.

Ensemble, nous voulons une refonte de nos institutions et de notre démocratie sociale pour une nouvelle République et une nouvelle constitution ouvrant de nouveaux pouvoirs aux travailleurs et travailleuses, aux élu·es locaux, à la représentation nationale. Ces changements majeurs nécessiteront la mise en place d'une assemblée constituante.

Nous lançons un appel aux travailleurs et travailleuses, aux forces syndicales et associatives du pays et à toutes les forces de gauche, à débattre des propositions de rupture que nous portons, à s'unir pour obtenir le changement de politique tant attendu et pour battre la droite et l'extrême droite.

Depuis début septembre, à l'appel de l'intersyndicale, des millions de travailleurs et travailleuses se mobilisent à nouveau pour les salaires, les retraites, l'emploi, l'industrie, les services publics. Et aujourd'hui, c'est au tour du mouvement associatif d'être mobilisé pour obtenir des moyens financiers qui permettent aux associations de poursuivre leur action d'intérêt général pour le pays.

Ces mobilisations sont essentielles pour gagner des avancées. C'est pourquoi le PCF soutiendra toutes les initiatives syndicales et associatives qui réclament la fin de l'austérité et la justice sociale et fiscale.

Le Rassemblement national et ses alliés, absents de ces mobilisations, en opposition aux mesures de justice et aux libertés syndicales et associatives, en faveur d'une baisse des dépenses publiques et d'une priorité au remboursement de la dette, ne sont en rien une alternative. S'ils parvenaient au pouvoir, ils continueraient de servir le capital et aggraveraient les fractures du pays par leur projet xénophobe et raciste.

Fidèles à leur histoire, les communistes sont déterminés à mettre en échec l'extrême droite et la droite extrémisée qui court derrière ses idées de haine.

En cas de dissolution, les communistes appellent à créer toutes les conditions pour battre ces forces et faire élire le plus grand nombre de député·es de gauche et écologistes. Nous appelons à accélérer le travail engagé pour construire dans toutes les circonscriptions les meilleures candidatures à partir des réalités locales pour l'emporter.

Le PCF doit également se renforcer à l'Assemblée nationale avec un groupe plus important et dans toute la France avec une meilleure représentation dans l'ensemble des départements.

Nous appelons aussi les citoyen·nes et l'ensemble des forces de gauche et écologistes à faire des prochaines élections municipales un levier pour protéger les habitant·es et développer les services publics locaux. Ces deux rendez-vous sont déterminants. Nous voulons gagner les élections législatives et les élections municipales.

Forts de ces objectifs, les communistes sont pleinement mobilisés pour faire gagner demain les forces du travail, de la création, de la jeunesse et ouvrir de nouveaux Jours heureux pour la France.■



AUX ORIGINES DE LA SÉCU

De la charité à la solidarité

Pendant des siècles, la vie des travailleuses et travailleurs s'est trouvée à la merci de tous les accidents de la vie. Les premières formes de protection sociale contre ces aléas apparaissent au sein des **familles** et des **communautés villageoises**. Puis des **institutions, religieuses** notamment, se sont spécialisées dans l'assistance et la charité, en fournissant un remède – certes limité – au soulagement des indigents et orphelins. Le monde du travail n'échappe pas à ce **besoin de protection**. Contre le chômage, la maladie ou les accidents du travail, les confréries et corporations, puis le compagnonnage façonnent, dès le Moyen Âge, les premiers outils de la solidarité.

À la fin du XVIII^e siècle, l'industrialisation naissante et la Révolution française bouleversent ces structures. La loi Le Chapelier (1791), qui interdit les groupements professionnels, met à mal les anciennes structures d'assistance et de charité. Certains républicains, inspirés des Lumières, considèrent que la **justice sociale et la protection du plus grand nombre doivent primer** : c'est le sens de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1793.

“ Les secours publics sont une dette sacrée. La société doit la subsistance aux citoyens malheureux, soit en leur procurant du travail, soit en assurant les moyens d'exister à ceux qui sont hors d'état de travailler. ”

Article 21 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1793

Les premières créations ouvrières en matière de protection sociale prennent la forme de **sociétés de secours mutuels**. Apparues peu avant la Révolution, elles connaissent un essor important dans la première partie du XIX^e siècle. Instruments d'entraide et de solidarité, les mutuelles versent aux ouvriers qui cotisent des indemnités en cas de maladie, de chômage ou de grève. Reconnues par Napoléon III au prix d'un **strict contrôle** par le pouvoir au début des années 1850, elles vont se démarquer du syndicalisme et assurer le socle de la protection sociale pour près d'un siècle.

De son côté, une fraction du patronat déploie, à compter du dernier tiers du XIX^e siècle, une panoplie d'œuvres sociales (maladie, retraite, sursalaire familial...) afin de fidéliser et contrôler la main-d'œuvre.



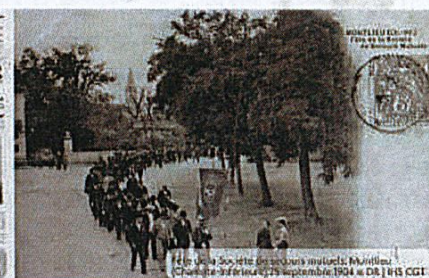
Déclaration des Droits de l'Homme et du citoyen de 1793 © IAN/Gallica



Fête de la Société de secours mutuels des 100 000 Cheminots, 1900 © IAN/Gallica



Le Nord-Mutualiste du 10 octobre 1906 © IAN/Gallica



Fête de la Société de secours mutuels, Mutualité (Charente-Inférieure) 29 septembre 1904 © IAN/Gallica

> 23 sept. 1673

Création de la caisse des invalides de la marine royale (tout premier régime de retraite)

Constitution montagnarde

> 24 juin 1793

> 15 juil. 1850

Loi de reconnaissance des sociétés de secours mutuels

Vidéos et débat sur l'avenir du ferroviaire

Deux vidéos :

- **une de 8 minutes sur « L'avenir du TER ».** Elle rend compte de la politique du Conseil Régional de gauche du Nord-Pas-de-Calais dans la signature d'une convention d'une durée de 10 ans.
Convention élaborée avec la SNCF, les cheminots, les élus, répondant aux attentes des populations.
- **une de 28 minutes sur « Fret SNCF, vérités sur la liquidation », un film du CSE Fret SNCF.** Dans celui-ci s'expriment des ministres des transports, l'ancien PDG de la SNCF Louis Galois, l'actuel Jean-Pierre Farandou, des syndicalistes cheminots, l'ancien député communiste Hubert Wulfranc, auteur du projet de loi de décembre 2023 « visant une revitalisation des lignes ferroviaires de dessertes fines du territoire » et rapporteur sur l'enquête concernant la libéralisation du fret ferroviaire et ses conséquences.

Dans ces deux vidéos, plusieurs intervenants, pas que des cheminots, disent que pour que le ferroviaire marche, il faut



qu'il soit au plus près des clients voyageurs comme les entreprises. Sinon, c'est le transport routier qui est choisi.

Suite à la projection de ces deux vidéos, aura lieu un débat avec la participation du collectif interdépartemental 40-32-65 « Osons le train » en faveur de la réouverture de la ligne ferrée Mont-de-Marsan/Bagnères-de-Bigorre aux voyageurs et fret.

**Rendez-vous le
vendredi 24 octobre à 19 h
au siège du PCF, 7 rue Frédéric
Bastiat à Mont-de-Marsan**

SOUSCRIPTION

Nom.....Prénom.....
ADRESSE.....
CP.....VILLE.....

Je fais un don de € au PCF

Libeller le chèque à l'ordre de :
« ADF-PCF40 »

BP34, 40001 MONT-DE-MARSAN Cedex

Conformément à la loi, un reçu ouvrant droit à une réduction d'impôt vous sera adressé (uniquement pour les dons en chèques).

Gnacs et Chacailles

PALESTINE AUX PALESTINIENS

Je suis Palestine,/ Celle qu'on assassine/ Que l'exil opprime/ / Et les camps sont pour moi/ Je résiste et lutte,/ Fais face à ces brutes,/ La paix est mon but,/ Et je veux mon Etat... Par le boycott,/ Imposons le droit,/ Monde lève-toi,/ Fais respecter ta loi!/ Par le boycott,/ Imposons le droit,/ Monde lève-toi,/ Fais respecter ta loi. Extrait du chant «Palestine», sur l'air de «La Rosière» (contredance du 18^e siècle) paroles de Nicolas (né en mai 1956) et Jean (né en juin 1951) Pluet de La Ciotat. Enfin, la République française, par la voix de son président, reconnaît aux Palestiniens le droit de disposer de leur terre et d'y bâtir leur État. Il aura fallu attendre longtemps, trop longtemps, alors que le Parlement français a voté pour cette reconnaissance en 2014 et que l'Organisation des Nations unies, dès 1947, par sa résolution 181 prescrivait la création de deux États, un État israélien créé en 1948, un État palestinien dont l'existence ne fait plus de doute pour 158 pays auxquels il faut ajouter le Vatican, sur 193 mais qui, 78 ans plus tard, reste à créer. La conscience nationale palestinienne est reconnue mais des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'O.N.U, les États-Unis restent les seuls à refuser de reconnaître au peuple palestinien son droit à un État, conformément aux multiples résolutions de l'O.N.U. L'immense mouvement mondial des peuples contre l'injustice et les horreurs perpétrées à Gaza, sont une victoire de la cause palestinienne, mais à quel prix ! L'histoire aurait pu être bien différente si le droit inaliénable d'un peuple à l'autodétermination, conformément au droit international, avait été respecté, au lieu d'un peuple colonisé, martyrisé, bombardé, affamé, déplacé avec la complicité des U.S.A comme de l'Union Européenne. Or il n'y a pas d'État sans la reconnaissance d'un territoire visible défini dans les résolutions de l'O.N.U, sans des populations regroupées, sans institutions assumant les fonctions régaliennes, sans sécurité, sans capitale. Il faut avoir le courage d'utiliser l'outil des sanctions économiques, de rompre des traités commerciaux, technologiques et militaires et de cesser d'armer les criminels de Tel-Aviv. Des initiatives diplomatiques doivent être prises en direction des peuples arabes et des liens noués avec les progressistes et les syndicats israéliens qui se battent et manifestent à Tel-Aviv. Avec le gouvernement espagnol et celui du Royaume-Uni, la France pourrait constituer un groupe de pays européens pour porter une stratégie de mise en place des sanctions européennes, de protection du peuple palestinien et de discussions serrées (et non soumises) avec les U.S.A pour que cesse une guerre de génocide. Il faut obtenir que vive la Palestine dans ses frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, le droit au retour des réfugiés, conformément aux résolutions adoptées à l'O.N.U depuis 80 ans. Le «plan de paix» concocté par Trump et Nétanyahou, sans les palestiniens, est loin de cette option, quand on le rapproche du projet scandaleux du magnat de l'immobilier à la Maison blanche, de transformer Gaza en Riviera. Et que dire de la violence de l'attaque israélienne le 1^{er} octobre contre «la flotille de la liberté» destinée à l'aide humanitaire aux Gazaouis et l'arrestation de 110 personnalités dont Emilien Urbach journaliste à l'Humanité, sinon l'impunité criminelle de Nétanyahou. Il faut accroître partout la pression contre les génocidaires. Palestina als palestiniens (Palestine aux palestiniens). ■

Roger La Mougne